

A PROPOS DES POUVOIRS SPECIAUX VOTES PAR LE PCF EN 1956

(Intervention Sadek Hadjerès au débat organisé par le PCF le 27 Février 03)

Je remercie les initiateurs et organisateurs de ce débat de m'avoir invité en qualité de témoin et acteur du mouvement communiste algérien depuis un demi siècle.

Il y a une dizaine d'années, j'avais souhaité de tels échanges qui ne se réduisent pas à des rétrospectives partisans, mais visent en cette phase critique pour l'humanité, à tirer ensemble des enseignements de nos expériences complémentaires, utiles pour les horizons et les voies diversifiées d'un redéploiement du projet communiste. Projet communiste au sens large où l'entendait Marx, c'est à dire le mouvement historique d'émancipation sociale et humaine, mouvement de la société au delà des itinéraires partisans et des formes spécifiques.

Pour éclairer les problèmes de fond communs liés à la question des pouvoirs spéciaux de 1956, je rappellerai au passage et sans m'y étendre des faits que j'avais détaillés au cours du débat de juin dernier, des faits souvent méconnus ou déformés tirés de l'histoire du PCA ou du PAGES.

Mon opinion fondée sur ces faits a forcément sa part de subjectivité et de lacunes dans l'information. Cependant, par principe, je ne m'ingérerai pas dans les enjeux internes du PCF, les controverses idéologiques ou les luttes d'appareil passées ou présentes. Celles-ci, c'est l'affaire des militants du PCF. Je m'en tiendrai aux problèmes de fond communs, laissant de côté les rancoeurs liées à certains contentieux passés entre les communistes algériens et la direction du PCF. Leur évocation est incontournable, pour une approche objective et sérieuse. La fraternité et la solidarité de combat entre communistes, travailleurs et peuples algériens et français pendant plusieurs décennies a été suffisamment chaleureuse et productive pour nous permettre aujourd'hui d'aborder sans crainte ni complexe des rétrospectives critiques et constructives.

Vous me direz : quel rapport entre le vote des pouvoirs spéciaux de 1956 et les contentieux dont j'ai parlé, à commencer par le plus lourd d'entre eux, la rupture de toutes relations et de toute solidarité entre le PAGES et le PCF pendant 16 années entières, de 1973 à 1989, en raison de nos évaluations différentes, voire opposées, du régime algérien dictatorial et de parti unique, qui était considéré par les dirigeants du PCF comme socialiste. Ou encore quel rapport avec un autre épisode d'incompréhension, la position plus que réservée du PCF envers la revendication d'indépendance du mouvement national algérien au moment de son premier essor de masse, plus précisément entre 1943 et 1946 ?

Ma réponse surprendra peut-être ceux qui pensent comme moi que le vote des pouvoirs spéciaux a été de la part du PCF une regrettable erreur d'appréciation. Je n'établis pas pour autant un lien direct, mécanique, une étroite identité entre ce vote et les malheureux contentieux historiques que j'ai rappelés.

Cela ne veut pas dire que la direction et les militants du PCA ont été heureux d'apprendre en Mars 56 ce vote. Au tout début certains d'entre nous n'ont pas cru à cette nouvelle, accueillie avec surprise, inquiétude et plus que de l'irritation. C'était à un mois seulement de la honteuse reculade de Guy Mollet en Février à Alger où se poursuivaient les « ratonnades » et la répression massive. Dans le cadre des CDL et avec Henri Maillot, alors que chaque matin nous ne savions pas où nous allions passer la nuit suivante, nous étions en pleine préparation de l'opération qui aboutira un mois plus tard à la capture d'un important chargement d'armes pris à l'armée française, prélude à notre première rencontre avec les dirigeants du FLN qui

jusque là se dérobaient à tout contact à ce niveau. Les mois suivants, bien que le PCF ait réajusté formellement et dans les faits sa position envers le gouvernement socialiste, ce vote était resté pour les Algériens les mieux disposés envers le PCF comme un acte insolite, incompréhensible. Au début de l'année suivante, Larbi Bouhali, 1^{er} secrétaire du PCA, sorti clandestinement pour une mission internationale, eut une première rencontre orageuse avec le PCF lorsqu'il exposa notre point de vue sur cette question et sur d'autres, peut être parce que ces points de vue sont apparus à nos camarades français comme des procès d'intention. Les rencontres suivantes ont montré une plus grande écoute et un réel esprit de solidarité envers la lutte du peuple algérien et du FLN. Nous mêmes n'avions pas de doute sur les efforts que le PCF continuait à déployer sur l'axe principal du travail en profondeur pour gagner davantage l'opinion à des solutions de paix. Nous ne doutions pas non plus des obstacles qu'il rencontrait dans ce domaine. Nous savions enfin, et c'était pour nous un critère, que l'engagement du PCF, à travers un certain nombre de ses militants qui prenaient de grands risques avec son accord, s'étendait à des domaines dont la nature ne permettait pas qu'il y appelle publiquement, vu son souci légitime et responsable de protéger son activité légale.

Pourquoi est-il abusif selon moi, de mettre un signe d'égalité entre l'erreur tactique de mars 1956 et les dérives qui ont marqué les années quarante ou quatre vingt ? Quand je parle de dérives, c'est par rapport aux objectifs fondamentaux dont le PCF se réclamait lui même à juste titre.

Il y a sans aucun doute des liens, certains mécanismes de pensée ou des réflexes communs entre ces deux ordres de faits et j'y reviendrai plus loin. Mais pour me résumer, au risque d'être schématique, je dirais que le vote des pouvoirs spéciaux en mars 1956, pour aussi discutable qu'il ait été, ne revêt pas à mes yeux la même importance de principe. Ses conséquences pratiques également n'ont pas eu la même ampleur que la ligne générale du PCF qui a occupé plusieurs années la scène une décennie auparavant, à cheval sur la date fatidique du 8 Mai 1945, ou encore deux décennies plus tard pendant une quinzaine d'années sous les pouvoirs de Boumediène et de Chadli Benjedid. Il y a entre ces deux ordres de faits, dans leur nature, toute la distance qu'il y a entre un regrettable faux pas tactique en mars 1956 et d'autre part des errements stratégiques aux retombées lourdes et durables.

Selon moi, le vote des pouvoirs spéciaux a été à un moment particulièrement délicat une erreur d'appréciation dans le choix de l'acte parlementaire le plus opportun. Ce fut une appréciation malencontreuse de la dynamique du rapport de force interne dans la société et le champ politique français. Ce rapport de force était encore mobile et en pleine élaboration dans les conditions politiques complexes d'une guerre entrée dans sa deuxième année, qui n'avait pas encore opéré toutes les décantations dont elle était grosse. La société française désorientée n'avait pas encore découvert toutes les implications perverses et nocives pour elle même et pour la France d'un conflit très différent de celui précédemment vécu avec le Viet Nam. Il s'agissait d'une erreur au demeurant corrigée peu après à la lumière des évolutions. Une erreur dont les motivations en tout cas s'inscrivaient dans la marge acceptable des opinions possibles de la part de tous ceux _ et c'était le cas du PCF_ qui reconnaissaient et défendaient la légitimité du combat national algérien et de son objectif d'indépendance, qui comprenaient son recours à la lutte armée, qui voulaient imposer une issue pacifique et politique au conflit armé, qui avaient la volonté de faire un large travail de mobilisation qui va au delà des seules couches conscientes et déjà acquises, à contre-courant dans une opinion majoritairement fourvoyée par l'idéologie colonialiste.

Dans l'autre cas par contre, il s'est agi de positions adossées à des alternatives stratégiques, je serais tenté de dire des contre-alternatives (mais le mot serait trop fort). Ces visions stratégiques se démarquaient de façon sensible, en tout cas elles étaient perçues comme ça, soit de la revendication légitime d'indépendance dans le premier cas, soit du besoin

démocratique et d'une réelle voie socialiste dans le second cas. Le PCF se réclamait certes d'idéaux valables, la libération nationale et l'orientation anticoloniale dans un cas, la libération sociale dans l'autre. Mais les horizons stratégiques qu'il mettait en avant pour l'Algérie faisaient en fait fonction de leurre, au sens véritable du terme, des substituts trompeurs en réponse à des aspirations reconnues. Ces points de vue fallacieux portaient même tort à ce qu'il y avait de valable dans les préoccupations de stratégie internationale ou de réalisme révolutionnaire que mettait en avant le PCF. Le pire est que ces positions ont été reconduites trop longtemps, elles ont été appliquées avec un style et des méthodes pas toujours attractives pour ne pas dire choquantes, en dépit de signaux d'alerte multiples à différents niveaux, émanant aussi bien des réalités sociales et géopolitiques que des effectifs militants et sympathisants. Cela a contribué à jeter la suspicion même sur les positions positives et courageuses prises par le PCF y compris dans ces moments de stratégie erronée.

Je reviens au vote sur les pouvoirs spéciaux, pour dire que je partage dans leurs grandes lignes les points de vue de PM de La Gorce et de Roland Leroy quand l'un et l'autre ont replacé cet épisode parlementaire dans son contexte de l'époque. Les conditions et préoccupations complexes qui l'ont entouré n'avaient rien de facile et ne permettent pas d'assimiler la position prise à une retraite opportuniste pure et simple. Dans le même temps, ils ont souligné qu'une analyse un peu plus poussée aurait permis de déceler qu'un tel vote n'était pas en mesure de susciter à lui seul et dans l'immédiat une contrepartie telle que le retournement positif des dirigeants socialistes et un nouvel élan de la mobilisation anti-guerre. Ce vote portait même en lui des risques de désorienter et décourager momentanément une partie des courants opposés à la guerre coloniale.

Bien sûr, dans le même temps, se pose la question de mesurer quels auraient été les impacts d'un vote contre les pouvoirs spéciaux, même assorti de précautions oratoires indiquant que les communistes soutiendraient d'éventuels efforts du gouvernement socialiste en vue d'une paix négociée. Que penser par exemple des approches amorcées par ce gouvernement pour des pourparlers avec le FLN qui seront interrompus en Octobre 56 avec l'interception par les militaires de l'avion transportant les dirigeants du FLN ? Est-il vrai par ailleurs que si ce kidnapping, le premier dans l'histoire de l'aéronautique, n'avait pas interrompu les négociations, la guerre s'en serait trouvée écourtée de six années de trop, comme l'a prétendu Ben Bella toujours prompt aux déclarations spectaculaires ? Peut-on raisonnablement penser, dans une approche similaire, que la guerre d'Algérie aurait été sensiblement raccourcie si les communistes avaient voté contre les pouvoirs spéciaux ?

On ne peut pas refaire l'histoire avec des spéculations, mais à mon sens, tout en accordant l'intérêt qu'elle mérite à l'affaire des pouvoirs spéciaux, je ne pense pas qu'il soit productif de se focaliser sur elle seule pour évaluer en bien ou en mal l'action anticolonialiste du PCF et son impact durant la guerre d'Algérie. Je crains que cette focalisation ne détourne l'attention de deux problèmes essentiels, d'ailleurs liés entre eux. Le premier est celui de la nature des obstacles à surmonter par l'action anti-guerre dans la société et le champ politique français de l'époque. Le second est celui de la pertinence et du contenu de l'action de masse souhaitable comme axe décisif et irremplaçable, ainsi que sa liaison avec les différentes autres formes d'opposition à la guerre, parlementaires ou extra parlementaires, des plus pacifiques aux plus audacieuses.

Pour le premier point, celui des obstacles réels, je ne pense pas pour de nombreuses raisons que les choses pouvaient basculer sérieusement dès les premières années de la guerre. Il faut se souvenir que même pour le Viet Nam où les problèmes et les enjeux étaient moins compliqués, les choses étaient loin d'être claires au début pour l'opinion majoritaire des

Français en dépit d'actions exemplaires. Comme toujours, il fallait un temps d'expériences amères et douloureuses pour conforter dans les esprits du plus grand nombre la justesse des mots d'ordre anti-guerre d'une minorité initiale et réaliser leur jonction avec des luttes assez amples sur le terrain. Un ouvrage de Jean Galland, instituteur français en Algérie qui en a été expulsé parce qu'il était acquis totalement à la revendication d'indépendance, relate ces évolutions dans son Berry natal et le département du Cher entre 1955 et 1962. Seule une action persévérante et de longue haleine, jointe à l'expérience sociale la plus large pouvait donner un écho et un poids suffisants aux messages politiques successifs qui appelaient à amplifier l'opposition des Français.

En définitive, les éléments critiques que j'apporte à l'action méritoire que le PCF a menée seul comme grand parti français durant cette guerre, concerne l'insuffisance d'attention envers les impacts du vote sur les deux opinions algérienne et française.

En direction de l'opinion française, il me semble que la façon dont le PCF a défendu sa juste conception de l'action unitaire de masse anti-guerre en direction des milieux les plus larges, s'est accompagnée d'exclusives voire d'anathèmes envers les autres formes d'action qui ne pouvaient être prises en charge que par des cercles plus restreints. Les mises en garde du PCF à l'encontre de ces autres formes ont dépassé souvent la légitime préoccupation de vigilance contre les provocations. Prenant l'allure de prétention à l'hégémonisme et au contrôle sur toutes les autres formes d'initiatives et d'opposition à la guerre, elles se sont mutuellement alimentées avec les accusations symétriques de la part des milieux qui considéraient l'action du PCF comme timorée, opportuniste. Cela n'a favorisé ni le dialogue constructif, ni un esprit d'unité d'action de nature à encourager les différents milieux de démocrates et progressistes français à amplifier les formes de lutte que chacun d'eux jugeaient à sa portée. Les uns et les autres ne tenaient pas suffisamment compte de la diversité des situations sociales, des intérêts et des niveaux de conscience différenciés, ils n'ont pas suffisamment œuvré à la complémentarité au moins objective entre les différentes formes d'opposition.

En direction de l'opinion algérienne, le PCF n'a pas assez mesuré les répercussions psychologiques négatives de son vote. Ces réactions pourtant prévisibles ont perduré même si elles n'étaient pas totalement justifiées, parce qu'elles se sont surajoutées au socle antérieur des incompréhensions liées aux positions du PCF de la première moitié des années quarante, auxquelles les structures et les pratiques de l'époque avaient amené aussi le PCA à leur emboîter le pas. Ce vote a aggravé les préventions envers le PCF, il a favorisé chez les Algériens les courants nationalistes chauvins pour qui « tous les français sont les mêmes ». Il a pénalisé d'autant les courants qui au sein ou en dehors du FLN travaillaient à favoriser et amplifier la solidarité et la compréhension de l'opinion française et à neutraliser la propagande alarmiste et belliciste des colonialistes.

Je voudrais pour terminer, livrer brièvement mon opinion globale sur les stratégies successives du PCF envers le mouvement national et social algérien à différents moments du demi-siècle écoulé.

Malgré ce que pourrait laisser penser une focalisation négative trop grande sur l'épisode du vote des pouvoirs spéciaux, il me semble que la période de la guerre de libération a été celle des stratégies les plus équilibrées, les plus conformes aux réalités ainsi qu'aux grandes positions de principe proclamées. Par rapport à ces principes, ce fut une des périodes les plus fastes entre les orientations « sectaires » des années quarante et les orientations plutôt « opportunistes de droite » des années 70 et 80. Ces deux tendances opposées ont parfois été

assumées successivement par les mêmes courants ou les mêmes personnes glissant d'un extrême à l'autre.

Il est difficile de d'analyser en peu de mots, car cela demanderait des développements plus longs, les contextes géopolitiques régionaux ou internationaux qui ont influencé ces dérives. Peut-être les réalités plus tranchées et plus claires de la guerre de libération algérienne incitaient davantage à des positions plus nettes et sans ambiguïté, plus rapidement sanctionnées par les faits et mettant mieux à nu les pesanteurs préjudiciables, tandis qu'au contraire dans les situations complexes, ambivalentes et traînantes qui ont prévalu avant et après, on a eu souvent la nette impression que les stratégies adoptées et les rectifications opérées ont constamment eu une phase de retard sur les exigences.

Il m'a semblé entrevoir quelques fils conducteurs dans la genèse et l'évolution de ces stratégies. Je ne peux les expliciter pleinement ici, ces éléments mériteraient un autre débat car ils gagneraient à être pris en considération dans toute entreprise de relance et de refondation du mouvement communiste. Il n'y a certes pas et il n'y aura jamais de façon infaillible de définir des stratégies et des politiques adéquates. Mais la plus grande capacité à le faire dépend de facteurs qui n'ont pas toujours été estimés à leur juste importance ou qui pis encore ont été maltraités plus que ne pouvait le justifier la dureté de luttes nationales et de classe dans un environnement impérialiste impitoyable.

Parmi ces facteurs, il y a, sans doute au premier rang, le degré de fonctionnement et d'esprit démocratique, de capacité d'écoute dans les relations et les pratiques des appareils politiques avec les bases militantes, les sociétés, les autres organisations démocratiques et de progrès. Il y a aussi la façon d'articuler bien ou mal les enjeux de pouvoir et les problèmes de société. Il y a encore la façon d'articuler les approches économiques et de classe avec l'approche des facteurs culturels, nationaux, identitaires et de civilisation. Il y a la façon justifiée ou non de se positionner dans la dialectique du Tout et de la partie aux échelles internationale et locale. Il y a enfin la conception qu'on peut avoir d'une modernité qui, prise en otage entre les pièges de la table rase et des traditions figées, risque de déboucher sur des résultats caricaturaux et instrumentalisés à des fins hégémonistes, contraires aux objectifs de libération politique et sociale.

J'en ai trop dit et préfère illustrer éventuellement dans le débat quelques unes de ces articulations qui ont interféré dans les stratégies et les positions tactiques que j'ai évoquées.

Merci